

L'Observatoire toulousain des
Pratiques Policières, (OPP)
la Fondation Copernic,
la Ligue des Droits de l'Homme, et
le Syndicat des Avocats de
France vous invitent à échanger



**"Sainte-Soline, A69,
Retraites: une même
violence d'Etat."**

Avec le soutien des
Amis du Monde Diplomatique,
le 08 octobre 2025 à 18H00
Salle du Sénéchal rue de Rémusat
TOULOUSE



Avec le soutien



Observatoire toulousain des Pratiques Policières

18h15 – 19h00

L'OPP – Quelques rappels Stella Montebello / Fondation Copernic

Une démarche scientifique et engagée Daniel Welzer-Lang / LDH

Les observatoires citoyens Jean-François Mignard / LDH

La police la plus armée d'Europe Pierre Bernat / LDH

Retour sur A69, Sainte-Soline, retraites Pascal Gassiot / Fondation Copernic

Le Schéma National des Violences Urbaines Charlotte Cambon / SAF

19h00 – 20h15

Echanges avec la salle

**Conférence – débat
Toulouse 8 octobre 2025**

**Sainte-Soline,
A69, retraites :
une même
violence d'État**

Quelques rappels sur l'OPP

L'Observatoire toulousain des Pratiques Policières (OPP) est un collectif autonome des organisations, Fondation Copernic, LDH et SAF, qui ont contribué à sa création

Dates-clé et contexte :

Automne 2014 - Sivens , décès de Remi Fraisse → manifestations violemment réprimées

Printemps 2016 - Mobilisations sociales contre la loi « Travail » → ampleur des dispositifs, militarisation des espaces publics ...

Décembre 2016 - Manifestation Val Tolosa → déploiement dispositif de « maintien de l'ordre » absolument disproportionné

Les constats effectués sur le terrain ont été le point de bascule qui a amené des militant·es de la Fondation Copernic et de la LDH à la mise en oeuvre d'un projet d'observatoire.

4 Mars 2017 - Communiqué de presse de la Fondation Copernic et de la LDH annonçant la **création officielle de l'Observatoire toulousain des Pratiques Policières** (rejoint par le SAF quelques mois après)

L'OPP en quelques lignes

L'OPP n'a pas de personnalité morale propre : il fonctionne sous l'égide des associations précitées qui assurent le soutien logistique, financier, juridique. Mais **il est totalement autonome** en termes de fonctionnement

Cadre bien défini : une démarche rigoureuse, engagée et scientifique grâce à l'appui d'un enseignant chercheur du laboratoire LISST-CERS-CNRS de l'Université Toulouse-Jean Jaurès.

Observation in situ de manifestations (plus de 280 manifestations couvertes) : les observateurs prennent photos, vidéos, notes. Le dossier OPP, c'est **850 Go de données** dont 95% photos et vidéos

Engagement à la neutralité comportementale : protocole d'observation en 6 points

Vérification de trois critères principaux dans le maintien de l'ordre : la **nécessité**, la **proportionnalité**, et la **redevabilité** (cad que les actions menées par les forces de l'ordre puissent être justifiées en regard des textes légaux et des droits fondamentaux).

Rédaction de rapports : 4 en propre, 1 avec l'OPP du Tarn et 2 en inter-observatoires

Formation en interne (beaucoup sur le terrain) **et en externe (OSCE)** avec intégration des textes nationaux et internationaux

Une méthode scientifique et engagée

Une longue tradition en sociologie

Une acclimatation — pour les chercheur·es — et pour les observateur·es

Une méthode rigoureuse et frustrante

Une méthode validée dans les faits par les responsables de l'Etat et de la justice

Une méthode qui s'est répandue dans toute la France dans les observatoires des pratiques policières et des libertés publiques

Les observatoires citoyens

L'enjeu politique et social de l'observation citoyenne



Formation des observateur·es par l'OSCE à Paris

Les observatoires , lieux de contrepouvoir, de métissage des approches et cultures, et de nouvelles pratiques militantes. Exemple des différents observatoires locaux passés et en cours

Les observatoires des pratiques policières aujourd'hui, les formes de collaboration

L'importance de la question du statut des observateurs/trices.

Quelques considérations générales sur la police des manifestations

Une doctrine en évolution : nous sommes passés **de la logique de gestion des foules** (mise à distance) **à celle de l'interpellation** (intrusion dans les cortèges, etc.)

Le Schéma National du Maintien de l'Ordre - SNMO de Darmanin

Un mot d'ordre : **fermeté**

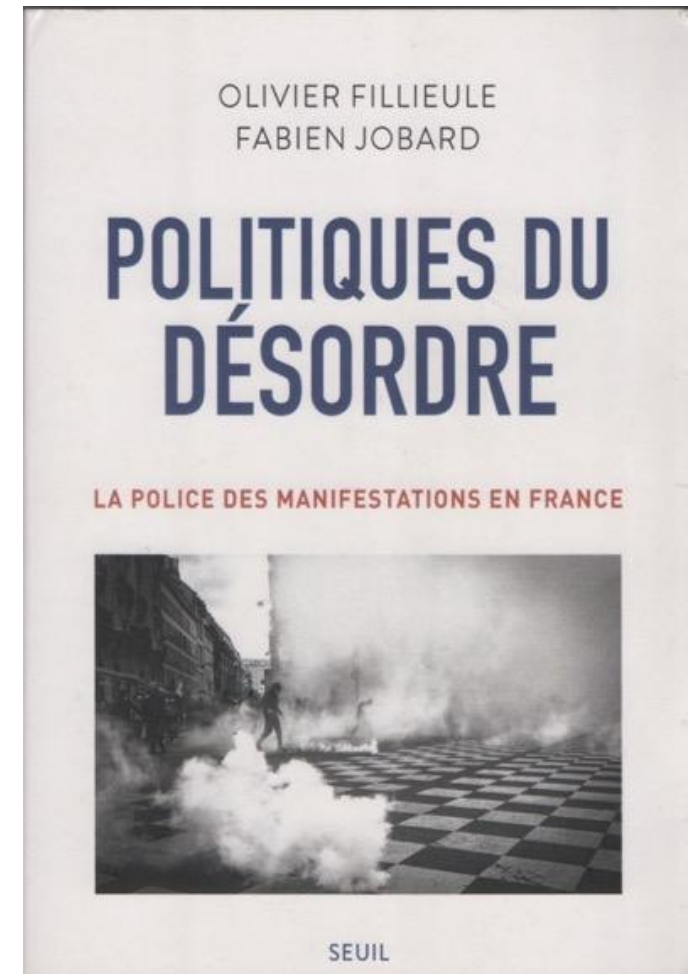
Trois mots-clé : **réactivité, mobilité et interpellation**

Des unités non formées au « maintien de l'ordre » (BAC, CDI) interviennent dans le champ des manifestations

De nouvelles compagnies de CRS, très mobiles, comme la CRS 84 basée à Montauban sont aussi dédiées à l'interpellation



BAC et CRS 84 à Toulouse
le 18 septembre 2025



Un conseil de lecture

Les mobilisations contre la réforme des retraites



Une manif « sans pathos »



Au loin, les CRS...

Le 16 mars 2023 – La bascule

Une manifestation massive et calme

Et puis, **en milieu d'après midi, la 1^{ère} ministre annonce recourir au 49.3**

Rendez-vous est donné à 20h au Capitole par certains manifestants



21h19 – Charge des CDI sans sommation



Matraquage aux escaliers du parking

Communiqué OPP dénonçant le comportement des CDI et s'interroge au sur la corrélation entre les pratiques policières et la situation politique

Manifestation du 28 mars 2023



Une intervention, planifiée, des FDO qui fait « dégrader » la manifestation

Boulevard Leclerc : EGM équipé et casqué + canon à eau des CRS – Jamais, auparavant, les observateur·es n’avaient vu les FDO à cet endroit

Le canon à eau fend le cortège au niveau des syndicats et les gendarmes prennent position avec force grenades

Une grenade de désencerclement lancée par un EGM de manière offensive

Les incidents vont durer jusqu’en début de soirée

30 mars - Communiqué de l’OPP sur la gestion policière de la manifestation et s’interrogeant : « **Qui avait intérêt, hier, à créer les conditions d’une interruption prématurée de la manifestation syndicale contre la réforme des retraites et à la mise en tension de Toulouse pendant des heures ?** »

Communiqué de l'OPP (suite) : « S'agit-il de décrédibiliser la mobilisation en cours et de provoquer des réactions de rejet de la part de la population en créant une sorte de « décor émeutier » censé discréditer le mouvement social en cours ? Et d'avoir une couverture presse montrant une situation anxiogène ? Il n'est que de lire les unes de la Dépêche du Midi de ces derniers jours (...) ».



24 mars



25 mars



28 mars
Edition indisponible...



29 mars

Un constat : lien notable entre les décisions politiques, l'utilisation de la force et les relais médiatiques ; la presse particulièrement

Les mobilisations contre les méga-bassines

« Ils ne passeront pas » - La manifestation de Sainte-Soline du 25 mars 2023

7 observateur·es toulousain·nes présent·es - 200^{ème} observation de l'OPP



+ de 3 000 gendarmes et policiers suréquipés avec blindés, quads, hélicoptères, troupes héliportées...

Plus de 5 000 grenades tirées dont plusieurs centaines (1 000 ?) de grenades explosives (GM2L et quelques GENL) et nombre d'entre elles lancées dans les rangs des manifestants avec des DPR 200 m (à venir : des DPR 400 m !)

6 000 manifestants selon le rapport général d'armée Rodriguez ; ce qui fait **quasiment une grenade par manifestant !**

Une organisation et des pratiques militaires, loin, très loin du « maintien de l'ordre »

Extrait du rapport du général Rodriguez :

« (...) opérations de haute intensité (...) où toutes les fonctions opérationnelles sont susceptibles d'être activées pour s'opposer à une violence caractérisée de l'adversaire »



Un bilan sanitaire et humain très élevé

Parmi les manifestant·es : 200 blessé·es dont 40 blessé·es graves dont deux au pronostic vital engagé, 20 personnes mutilées... Et des centaines de personnes soumises à un usage débridé du gaz lacrymogène et/ou à un stress physique et psychique élevé

Parmi les gendarmes (source officielle) : 47 blessés dont les deux tiers pour « traumatisme sonore » et « difficultés respiratoires » ; aucun blessé grave

Les déclarations du ministre et du préfet avant la manifestation avaient pour objet, pour but, de **créer volontairement un climat de tension.**

Ceci dans la droite ligne du nouveau qualificatif, « **écoterroristes** », dont sont affublé·es les militant·es écologistes



Des FAMAS à Sainte-Soline.

A l'instar de Malville, de sinistre mémoire, en 1977, s'agissait-il aussi, à Sainte-Soline, de « casser » le mouvement écologiste ?

Les mobilisations contre l'A69

La « turboTeuf » de juillet 2025

Une criminalisation en amont ➔

Les médias relayent les éléments de langage employés par le ministre et le préfet.

Le traitement de la « Turboteuf » n'est pas singulier, mais bien un **exemple typique du cadrage médiatico-policiier des luttes environnementales** depuis plusieurs années. Sainte-Soline en est le parfait exemple

Une prophétie auto-réalisatrice : les manifestant·es ne sont pas les barbares annoncés mais il faut qu'il y ait violences pour « réaliser » la prophétie



Bruno Retailleau
@BrunoRetailleau

Quand, au nom de l'écologie, on prépare une manifestation avec des armes comme des catapultes, des boules de pétanque ou des haches; quand, au nom de l'écologie, on mobilise des dizaines de militants d'ultra-gauche encagoulés et dangereux, dont une cinquantaine de fichés S, qui ne veulent que détruire ou casser du flic, alors c'est qu'on a basculé dans la sédition et l'ultra-violence.

Les Français doivent savoir que l'État ne fait pas face à des militants de la cause écologique, mais à des groupes de barbares sans limite qui veulent créer le chaos et s'en prendre aux forces de l'ordre, malgré les décisions de justice qui ont permis la construction de l'A69. Nous ne laisserons rien passer.



La TurboTeuf : Un préfet bien informé

4 personnes, au « dress code » manifestant, sortent des frondaisons et après quelques échanges partent tranquillement accompagnés par 3 gendarmes. Étonnement des observateur·es qui filment et qui réalisent, « en live », qu'il s'agit, en fait, de policiers...



Le préfet était donc parfaitement au courant des intentions des personnes présentes sur site qui avaient décidé « d'aller danser sur un pont en construction » puis de retourner faire la fête

Le préfet aurait pu, au vu du projet d'action symbolique des manifestant·es, faire faire mouvement aux gendarmes et CRS pour les mettre en retrait. Laisser les personnes danser sur le pont (et faire peut-être un ou deux graffitis) et puis tout se serait bien passé...

Mais il fallait des images pour les médias. Et pour que la prophétie se réalise, il fallait que ce soient des images de violence...



Les gendarmes ont grenadé à peine les manifestants en approche du pont construit sur des terres mortes.

Quelques enseignements

Volonté de **briser par la force les mobilisations sociales** (retraites) **et écologistes** (bassines, A69) avec une police et une gendarmerie dont l'armement ne cesse d'être développé et connaît une montée en gamme et en puissance inquiétante

Concordance évidente entre **répression, violences policières** et **temps politique**

Une stratégie de communication de l'État, des ministres et des préfets outrancière, limite délirante (cf. le tweet de Retailleau), **qui criminalise en amont les manifestant·es** et qui actionne tous les relais dans (presque toute) la presse

Vidéo - Charge CRS et CDI le 10 septembre 2025

**Un pouvoir qui
ne tient que
grâce à la police ?**

